



## COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

### **Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Merci beaucoup pour ces quatre rapports passionnants. Louise Fresco a évoqué l'absence d'un Thierry de Montbrial à cette table ronde. Pour tout vous dire, c'était fait exprès. Je voulais mettre la gouvernance à l'épreuve. Si une session se déroule sans un Thierry de Montbrial, ça ne va pas. Je me rends compte que Louise était complètement perdue. Si les petits groupes aussi petits que celui-ci ont besoin d'un minimum de règles de gouvernance – je plaisante à moitié – qu'en est-il des systèmes complexes dont nous avons parlé ces trois derniers jours ?

Ces ateliers sont un élément crucial d'une conférence telle que celle-ci. Je pense qu'à l'avenir, nous devrions approfondir ce volet de nos activités. Merci beaucoup. Les présentations ont été exceptionnelles. Etant donné que les sujets de ces quatre ateliers sont profondément liés, je voudrais vous demander à chacun de formuler vos commentaires et questions sur les autres rapports. Nous pouvons reprendre l'ordre de départ, et vous pouvez chacun prendre trois minutes pour apporter vos commentaires sur ce que les autres ont dit. Je vais commencer avec Bill.

### **William RAMSAY, Conseiller du Centre Energie de l'Ifri**

Pour parachever votre test de la gouvernance, vous auriez pu rester dans le public pour voir quelle forme de gouvernance allait émerger, et étudier ce qui fonctionnait ou pas. Je n'aurai pas de mal à apporter des commentaires sur les autres présentations car elles concernent toutes le secteur énergétique. On a parlé d'énergie à propos de la santé, de la pénurie alimentaire, de la gouvernance. L'énergie touche à tous ces problèmes. Aucun n'a été résolu, tous sont à l'étude et tous changent et se transforment. Les dimensions changent énormément.

L'énergie ne se préoccupait pas beaucoup de la sécurité alimentaire, jusqu'à ce que nous décidions d'opter pour des carburants alternatifs pour les transports, sachant que le secteur du transport est le plus sensible à l'importation de pétrole. Tout le monde s'interroge : « Comment changer la donne ? Par les biocarburants. Nous cultiverons du carburant chez nous. » Où allons-nous les cultiver ? La réponse est : là où les cultures existent déjà. En conséquence, des cultures entières sont déplacées. Les prix sont sous pression. Les grains sont sous pression. La pression se transmet au riz et dans le monde entier. Nous ne pensons pas à tous ces phénomènes, aux conséquences involontaires entraînées par le fonctionnement du secteur énergétique.

De toute évidence, si le secteur énergétique est dérégulé et que l'énergie devient trop onéreuse, des phénomènes telle que la déforestation s'accroissent parce que ceux qui utilisaient le GPL pour leurs cuisinières et autres appareils ne peuvent plus s'offrir les cuisinières, et donc la déforestation s'accroît autour des villes qui avaient des forêts à proximité. J'ai été témoin de cela au Congo lorsque j'étais ambassadeur. Grâce à la surveillance aérienne, on pouvait voir la progression de la déforestation autour des villes tandis que la guerre civile à l'intérieur de la ville empêchait d'avoir accès au GPL. En l'absence des types d'énergie nécessaires pour se chauffer, cuisiner et faire bouillir l'eau, les problèmes de santé surgissent rapidement. Tout est lié.

Nos institutions sont vieilles. Elles essaient de s'adapter et de changer. Quelqu'un a remarqué que l'AIE était obsolète. C'est peut-être le cas, à moins qu'elle ne soit le fruit d'une époque différente, de l'embargo pétrolier de 1973/4, mais le monde a changé. Il y a de bonnes raisons pour adapter les organisations existantes au lieu d'en créer de nouvelles. La prolifération d'organisations n'est pas la solution. C'est une réaction bureaucrate à un problème de fond. Ça ne fait pas avancer les choses, au contraire, cela complique le dialogue, alors essayons plutôt de rentabiliser les institutions dont nous disposons. Si leur portée est insuffisante, allons plus loin. Si leur portée et un engagement de fond peuvent faire avancer les choses, il faut faire le premier pas.



**Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Merci beaucoup pour cette seconde intervention minutieusement préparée. Je vais maintenant laisser la parole à Louise.

**Louise FRESCO, professeur à l'université d'Amsterdam**

Il me semble que la question fondamentale des quatre groupes de travail et des débats, mais aussi des années précédentes, est la question de la gouvernance mondiale. A chaque fois qu'il y a eu un problème, la réaction du monde a été de créer une institution et une poignée de traités. Ce qui donne au final 158 000 traités et instruments. De toute évidence, ce n'est plus la direction à suivre.

Ceci pose la question fondamentale de la réforme du système des Nations Unies. Nous avons clairement besoin d'un outil comme les Nations Unies, dans lequel les pays sont représentés, que ce soit sur la base d'un pays, d'un vote ou autre, mais je pense que le vrai défi à l'avenir sera de refondre le système des Nations Unies. Les discussions sur le Conseil de Sécurité sont actuellement dans l'impasse. Je serais d'avis de laisser la question suivre son cours, étant donnée sa complexité, et de nous pencher plutôt sur l'aspect des Nations Unies que nous ignorons habituellement, à savoir la prolifération des autres agences, qu'elles concernent la santé, l'environnement, l'alimentation, l'eau et ainsi de suite.

Je vais vous donner mes statistiques de prédilection : à l'ONU, il existe 29 agences dont la priorité numéro un en termes de plan stratégique est l'eau. Je vous laisse imaginer les coûts que cela représente. Je pense que les problèmes actuels ne peuvent plus être traités par des organisations sectorielles, avec l'UNESCO pour l'éducation, l'OIT pour le travail, la FAO pour l'alimentation et l'agriculture. De toute évidence, il est nécessaire de faire le ménage. Ce ne sera pas une tâche aisée parce que ces agences ont toutes leur propre constitution et ainsi de suite. Cependant, je pense qu'il serait tout à fait bénéfique de recréer un certain nombre d'organisations qui servent effectivement de plateforme en vue de partager les expériences dans différents domaines transectoriels telles que l'énergie, l'alimentation et la santé.

Si l'on regarde le bon côté des choses, il faut reconnaître que même si les pays ont tergiversé et ont été lents, tout comme le système des Nations Unies, un grand nombre d'innovations a vu le jour dans la société civile. Dans le domaine du climat, par exemple, le secteur privé progresse beaucoup plus rapidement et efficacement que la plupart des gouvernements. De la même manière, les ONG et l'utilisation qui est faite des médias sociaux signifie que de nombreuses questions font désormais l'objet d'une sensibilisation. Il faut trouver une voie qui soit également une voie gouvernementale, car nous avons besoin d'une forme de gouvernance qui intègre ces nouvelles initiatives et nous offre une organisation légère avec un petit nombre de traités de base qui garantisse l'égalité entre le secteur privé et les pays concernés.

M. le président, je suggère qu'il s'agit là d'un important défi à relever dans un forum politique tel que celui-ci. Merci.

**Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Merci beaucoup, Louise. Jérôme ?

**Jérôme CONTAMINE, Vice-président exécutif, Directeur financier et membre du comité exécutif de Sanofi-Aventis**

Mon résumé sera bref, car beaucoup de choses ont été dites, notamment par Louise. Il est frappant de constater, au sujet de ces groupes, qu'un grand nombre d'initiatives ont été entreprises par la société civile, comme vous l'avez souligné, qu'il s'agisse d'ONG ou de sociétés privées qui ont une vision globale du monde d'aujourd'hui, et qu'elles ont permis d'avancer. D'un autre côté, les principales institutions qui ont vu le jour après la Seconde Guerre mondiale sont de toute évidence obsolètes. Nous partageons tous ce point de vue et constatons que, dans de nombreux domaines, les avancées ont été éclipsées par d'autres types de structures de gouvernance.

Ce qui est également frappant, et peut entraîner une certaine frustration, c'est le manque évident de leadership mondial en matière de gouvernance. Nous continuons à penser que le G20 peut permettre de faire face aux questions propres à notre monde interdépendant. On peut affirmer, pour rebondir sur ce qui a été dit dans le groupe de mon voisin, que jusqu'ici le G20 s'est davantage attelé à des crises sur le court terme plutôt qu'à une vision couvrant la période allant du moyen au long terme, pour les décennies à venir. Il y a là des éléments qui soulignent le besoin de leadership et d'action en vue d'une restructuration complète des institutions existantes, qui continuent à dépendre de principes vieux de 50 ans.

**Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Merci, Jérôme. Stewart ?

**Stewart PATRICK, Senior fellow et directeur du programme sur les institutions internationales et la gouvernance mondiale au Council on Foreign Relations (CFR)**

Je ferai quelques brefs commentaires. Premièrement, je souhaite rebondir sur la dernière déclaration concernant le G20 et son rôle. Les trois domaines abordés se prêtent tous à un engagement du G20. Dans une certaine mesure, le G20 est d'ores et déjà impliqué, par exemple, dans des questions de subventions relatives aux combustibles fossiles et dans la sécurité alimentaire qui a été d'une certaine manière un axe clé de la présidence française. La santé apparaît comme un sujet évident pour le G20. La question se pose toujours de savoir si le G20 ou le G8 avant lui doivent sortir des sentiers battus, comme cela a été évoqué hier, mais lorsque des dirigeants se réunissent, il est inévitable qu'ils abordent les sujets de leur choix, et ce quel que soit le contenu de l'ordre du jour. En ce sens, je m'attends à un changement d'orientation de la mission.

Un autre point ressort de ces ateliers ; le rôle indispensable et croissant du secteur privé dans la gouvernance mondiale et dans les partenariats public/privé. C'est certainement le cas lorsque nous abordons le climat et l'énergie dans les domaines touchant aux émissions, au commerce, à la technologie, au financement et ainsi de suite, mais c'est aussi le cas de la santé dans le monde – avec de toute évidence, le rôle des vaccins, un engagement poussé des marchés en faveur des vaccins et d'autres sortes d'accords.

J'ai deux autres commentaires. En ce qui concerne spécifiquement la sécurité alimentaire mondiale, la présentation a fait allusion à un certain nombre de mesures, y compris la gestion de l'instabilité des denrées, des investissements plus importants dans la productivité agricole et ainsi de suite. Un autre sujet que nous n'aimons pas aborder, mais qui a récemment fait l'objet d'un article dans *Nature*, c'est l'idée que nous devons limiter notre consommation, notamment notre consommation de viande. Il est incroyable de penser que plus de la moitié des terres agricoles est consacrée soit à la production de bétail, soit à la production de nourriture pour le bétail. Avec la pression démographique et le changement de mode de vie du monde en développement, il y aura de plus en plus de pression sur les terres agricoles.



Mon dernier point concerne la santé mondiale. Plusieurs questions ont été soulevées à ce sujet, qui touchaient également d'autres domaines. Notons parmi elles la question des programmes. Qui fait le choix du programme ? Souvent, les pays donateurs riches le font, face aux pays en développement. Vous avez été témoins de changements et parfois les changements sont le fruit des modes. Récemment, l'accent a été mis sur les maladies non transmissibles par opposition aux maladies infectieuses.

En matière de coordination, j'ai le sentiment que l'OMS tente encore de trouver un rôle de coordination sur un terrain déjà bien occupé. Elle a créé le H8, soit le Health8 (Santé8) pour essayer de faire face à ce problème, ce qui montre, une fois de plus, le manque de cohérence qu'a souligné cette séance. Merci.

### **Thierry de MONTBRIAL, Président et fondateur de la World Policy Conference**

Merci beaucoup, Stewart. Permettez-moi de conclure. Comme j'ai pu le dire, les ateliers jouent un rôle crucial dans ce genre de conférence. Ils sont pratiques et exercent une influence positive, ce qui est le but ultime de cette World Policy Conference. L'idée de ces quatre ateliers était de se concentrer sur trois thèmes de base relatifs à la question de la gouvernance mondiale. Clairement, l'énergie en fait partie, tout comme l'alimentation et la santé. Je pense qu'il manque un élément : l'information. Je souhaiterais ajouter un atelier sur ce sujet l'an prochain.

Il conviendrait peut-être d'envisager l'eau comme un problème en soi si elle n'est pas englobée dans les autres thématiques, ce qui n'est pas évident et doit être examiné plus en détail. Je pense que nous avons besoin en outre d'un atelier transversal, ce qui est précisément le thème de l'atelier de Stewart Patrick. A ce propos, Stewart dirige une initiative de grande ampleur au Council on Foreign Relations à New York et Washington sur la question de la gouvernance mondiale.

Je fais appel à vos idées et suggestions pour améliorer l'organisation intellectuelle de notre travail, qu'il s'agisse des plénières ou des ateliers. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire part de vos suggestions. Merci à tous.